Dugué P., Jouve Ph., (éds.), 2003. Organisation spatiale et gestion des ressources et des territoires ruraux. Actes du colloque international, 25-27 février 2003, Montpellier, France. Umr Sagert, Cnearc.

Quelles cohabitations de la banane et des autres activités territoriales ?

Recherche-action dans le croissant bananier guadeloupéen

Philippe CATTAN*, Michel DULCIRE**

* CIRAD-FLHOR, Sainte-Marie, 97130 Capesterre-Belle-Eau, FRANCE

** CIRAD-TERA, 73 rue Jean-François Breton, TA 60/15, 34398 Montpellier Cedex 5, France

Résumé — La production bananière des Antilles françaises est en triple crise : économique, environnementale et sociale. Les variations du cours du fruit, l'arrêt programmé des subventions de l'Europe, les atteintes multiples à l'environnement, le surendettement des producteurs, écornent le rôle d'impulsion économique ainsi que l'image de promotion sociale qui était attachés à sa culture. Le dispositif de reconnaissance de la multifonctionnalité de l'agriculture que vient de mettre en place l'Etat français offre une opportunité historique à l'agriculture des zones bananières de s'impliquer dans un développement durable. Dans l'esprit même de la loi, la mise en œuvre de telles aides aux unités de production ne peut pas être uniforme : le diagnostic des systèmes d'activité dans lesquels s'insère l'agriculture permet de déboucher sur des propositions différenciées des appuis publics afin de satisfaire un même projet territorial. Les modes d'intervention de la recherche doivent évoluer en conséquence : la confrontation des regards, l'articulation entre travaux de laboratoire et de terrain, la négociation des protocoles de recherche avec les acteurs, constituent des postures nouvelles que la recherche doit, chemin faisant, inventer, piloter et adapter, dans l'objectif de contribuer positivement aux modes d'intégration de l'agriculture dans l'aménagement territorial.

Abstract — Banana production in the French West Indies is currently facing an economic, environmental and social crisis. Several factors are damaging the image of social advancement previously associated with banana production: fluctuations in the sales price of the fruit, the planned end of European subsidies, the considerable damage caused to the environment, and finally, the debt overload of producers. The new plan recently introduced by the French administration for the recognition of the multifunctionality of agriculture provides stakeholders in banana production areas with a unique opportunity to establish sustainable agriculture. However the influx of public funds to achieve this aim should not be standardised. This study presents a diagnosis that is strategic in the sense that it does not limit itself to a fixed site inventory; but instead reveals how the various systems of activity in which agricultural activities are rooted can give rise to differentiated proposals for public support aimed at developing sustainable agriculture. As a consequence, the way in which research proceeds must also change, i.e. the links between laboratory and fieldwork, and the negotiation of research protocols with the stakeholders involved. These are the new ways of thinking that the research community will have to invent, pilot and adapt *in itinere.*

Introduction

Le développement durable des Antilles françaises doit concilier le maintien d'une activité agricole économiquement viable et la préservation de l'écosystème et du cadre de vie, en milieu insulaire fortement peuplé. Actuellement, les cultures de banane occupent 60 % de la surface agricole utile dans le sud de Basse-Terre en Guadeloupe, et y structurent fortement les systèmes de production, les revenus agricoles et les paysages. Mais leur contribution au développement local est insatisfaisante. L'activité bananière est soupçonnée d'affecter différentes composantes de l'environnement (sol, eau, paysage…) en raison de pratiques culturales peu raisonnées : monoculture ; hauts niveaux d'intrants ; mécanisation mal maîtrisée contribuant à la dégradation des sols (tassement, ruissellement, érosion) ; développement d'un parasitisme tellurique favorisé par la banane cultivée en continu, conduisant à une utilisation croissante de pesticides (Dulcire et Cattan, 2002).

D'autre part, les coûts de production élevés liés aux faibles possibilités de mécanisation des opérations culturales et post-récolte et la qualité irrégulière des fruits ne permettent généralement pas, dans un contexte international très concurrentiel, de garantir des revenus suffisants (Mallessard, 1998). Il en résulte un surendettement des exploitations (Cnasea, 1997), quatre fois supérieur à celui des fermes fruitières françaises, et une incapacité croissante des producteurs et de leur famille à garantir un fonctionnement satisfaisant de leur unité de production.

Des voies existent permettant d'inscrire les exploitations dans une perspective de durabilité, basées sur la diversification des productions, la diminution de la pression parasitaire par la mise en place de rotations, le raisonnement des apports d'intrants, l'amélioration de la qualité des fruits. Elles ne sont cependant que peu adoptées par les agriculteurs. L'objectif de cette communication est, de façon non exhaustive, de mettre en évidence les freins mis en jeu et d'identifier des pistes conduisant à une insertion durable de l'agriculture dans le développement local.

Le cadre général de la recherche

Le projet est né de la rencontre entre une volonté de changement et le besoin de produire des connaissances nouvelles en zone bananière (Dulcire et Cattan, 2002). La volonté de changement dérive : (i) de la demande sociétale pour une alimentation de meilleure qualité et un environnement préservé ; (ii) de l'exigence des producteurs pour un meilleur revenu ; (iii) de l'engagement de l'Etat français en faveur du développement durable (LOA). La recherche et les institutions ont exprimé par ailleurs le besoin de produire des connaissances nouvelles aux différents niveaux de décision et d'interaction : parcelle, filière, système de production, territoire. Le projet résultant « accorde autant d'importance à l'action comme moyen de transformation de la réalité qu'à la recherche comme moyen de connaître cette réalité et de développer la connaissance » (Verspieren, 1990). Cette recherche-action « stratégique » (id.) vise à ce que chaque partenaire acquière une meilleure capacité d'anticipation de son avenir, et poursuit trois catégories d'objectifs (figure 1) : la production de connaissances ; l'élaboration de réponses techniques, économiques ou organisationnelles pour l'amélioration de la situation ; le renforcement de l'autonomie décisionnelle des acteurs impliqués dans le processus. Cet engagement d'un savoir sur un terrain, sur une problématique, dans une action, afin de construire ou plutôt co-construire avec les intéressés une ou des réponses aux problèmes nommés, souvent complexes et en situation d'incertitude, exige un engagement conscient et réfléchi des acteurs chercheurs ou non, et s'inscrit dans une perspective de changement maîtrisé de la réalité. L'association des acteurs dès la phase de définition de la problématique oriente le processus, et dépasse la simple validation de propositions issues de l'expérimentation.

Néanmoins, s'il est important que des chercheurs s'engagent ainsi concrètement avec les acteurs du développement (Dulcire, 1996) dans le but de les aider à résoudre leurs problèmes, il est essentiel que leur projet de recherche-action ait reçu l'aval de la communauté scientifique (Bourdieu, 2001). Cette validation par les pairs peut être très longue dès lors que le projet, dans un contexte complexe aux enjeux forts, s'écarte de la route habituelle : indispensable afin d'asseoir la légitimité scientifique de la participation consciente du chercheur à un processus de changement, le processus suppose la confrontation des pratiques et théories des différents chercheurs impliqués dans le projet scientifique.

L'hypothèse de départ — les déterminants de situation et les facteurs d'évolution ne sont pas uniquement techniques ni liés à la banane — amène à rendre compte des perceptions et des représentations des acteurs territoriaux (producteurs, institutions, consommateurs, riverains), et l'établissement du diagnostic préalable correspond alors à la volonté de décrire et de comprendre leur logique. Ce diagnostic partagé

débouche sur la problématisation de la situation, la définition du champ, la formulation des hypothèses de recherche et d'action, l'identification enfin des protocoles afin de répondre aux constats. Les résultats présentés ici reposent sur des enquêtes compréhensives menées de 2000 à 2002 auprès de différents acteurs du développement : individus et organisations, producteurs, administrations, riverains (Amoravain, 2000 ; Berger, 2002 ; Dulcire et Cattan, 2002 ; Julien, 2000 ; Premsing, 2000).

Prise en compte de la durabilité par les agriculteurs : des représentations différenciées

L'inclusion de critères de durabilité dans le référentiel des agriculteurs reste récente aux Antilles. Plusieurs raisons à cela.

Les appuis sectoriels publics à l'agriculture ont privilégié sa seule fonction de production pour l'exportation (tableau I). Ce faisant, ils l'ont déconnectée artificiellement des préoccupations environnementales (reproductibilité), micro-économiques (contribution de l'activité agricole au revenu familial), et socio-culturelles (intégration territoriale).

Tableau I. Surfaces, valeurs et aides publiques, des deux principales cultures d'exportation (chiffres 1999, hors aides exceptionnelles, d'après DAF, 2000).

	% Surface agricole utile	% Production agricole finale	% Des aides à la production
Banane	11	24	70
Canne à sucre	25	17	27

Ce système débouche sur la préconisation de systèmes techniques universels, reposant sur la seule banane, souvent fragiles et inadaptés à la diversité des besoins et des conditions, qui s'opposent formellement à la durabilité exigée par la société.

Le discours et les pratiques institutionnels ont conforté l'opposition entre agriculture « noble », pour l'exportation, qui s'affiche socialement, et une agriculture « paysanne », pour la satisfaction des besoins intérieurs, qui se cache et "résiste" (Amin, 1973 ; Fanon, 1961). Le tableau II résume l'opposition entre ces deux mondes, entre "le planteur et l'agriculteur" qui coexistent sans se rencontrer, souvent chez le même individu (Dulcire et Cattan, 2002).

Tableau II. Culture bananière et diversification : opposition et ambiguïté des représentations.

	Agriculture d'exportation	Agriculture "de résistance"
Administrations	=Valeur territoriale =Exportation =Emplois =Agriculture moderne	=Modérateur socio-économique =Non professionnelle ="Paysanne".
Agriculteurs	=Aliénation, produire pour l'autre =Reconnaissance sociale =Sécurité économique (débouchés, aides à la production).	=Autonomie, produire pour soi =Valeur identitaire =Lien social (don, contre-don) =Débouchés non garantis

Il a par ailleurs un effet équivoque sur la qualité du produit recherchée par les consommateurs, dont l'amélioration, en l'absence de réorganisation profonde du système de culture, se décline en particulier par une sévérité accrue du tri des fruits récoltés. Le rendement utile diminue de fait, alors que la reconnaissance financière de cette qualité reste aléatoire car elle dépend largement de paramètres non maîtrisés : existence de contrats entre l'agriculteur et l'acheteur ; capacité de l'agriculteur à assurer un volume suffisant pour être reconnu sur le marché ; hétérogénéité de la qualité résultant de lots d'agriculteurs regroupés dans un conteneur pour l'exportation… Ainsi il est plus intéressant pour un planteur d'augmenter sa production brute pour bénéficier de l'OCM que de faire un effort de qualité.

Par ailleurs, le concept même de qualité reste peu précis et revêt des significations différentes suivant les acteurs (tableau III).

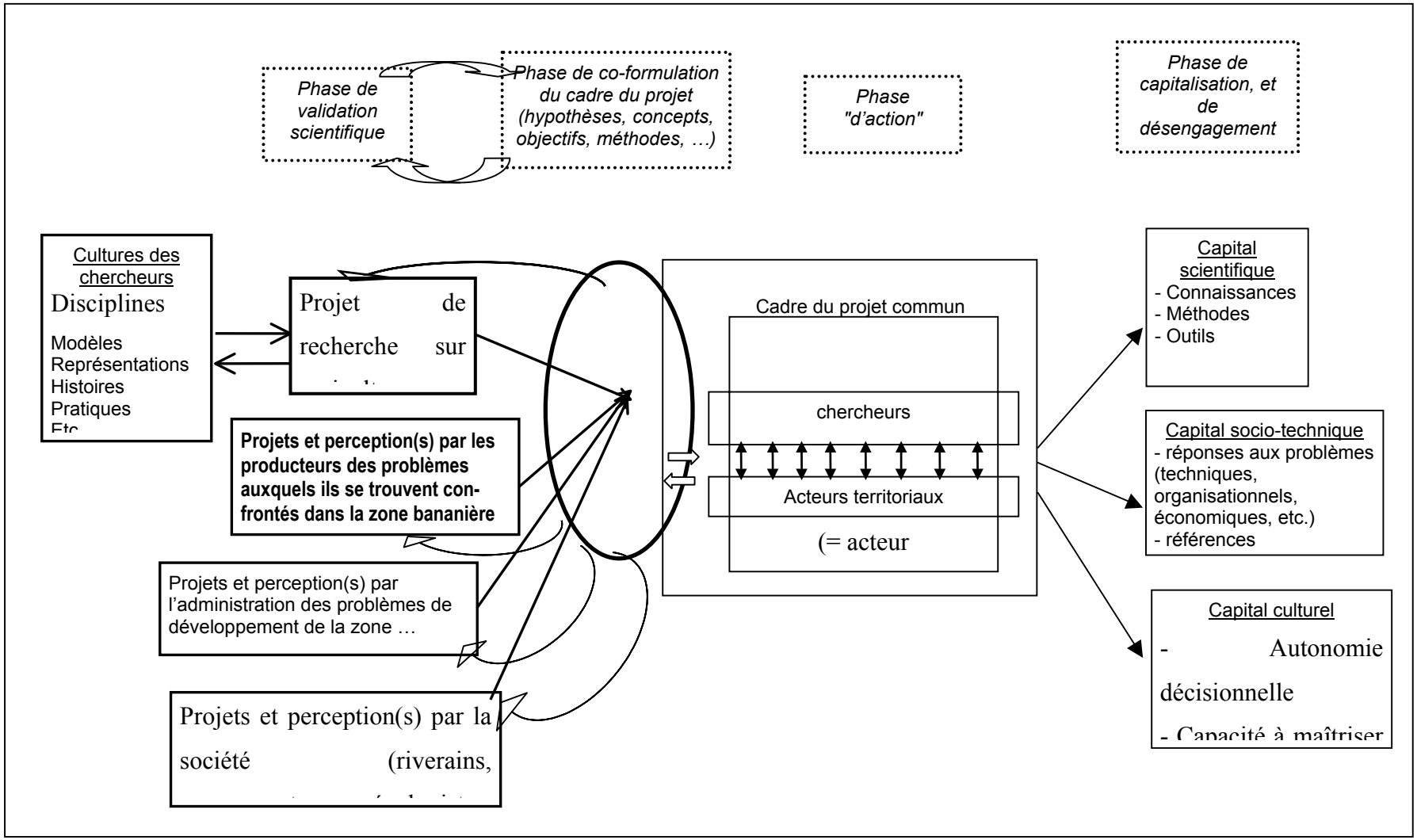

Figure 1. Le cadre général du processus proposé de Recherche-Action stratégique.

Tableau III. Qualité du « produit » banane : des attentes différenciées.

	Fruit	Procédés d'obtention	Impact environnement	Critères d'appréciation
Consom-mateurs	Grade, taches, résidus de pesticides, diversité de l'offre	Peu ciblée : biologique, traitements réduits.	Globales : respect de l'homme environnement, paysage.	Gustatifs, affectifs, éthiques, typicité du produit, prix.
Riverains		Gêne collatérale : odeurs, bruits, phyto-toxicité.	Cadre de vie : pêche, baignade en rivière, paysage.	Qualité de la vie, qualité faune et flore aquatiques, qualité eau (pota-ble et baignade), odeurs, gaines
Groupes d'achat	Standard : grade, Taches, Résidus.	Maîtrisables pour identification, contrôlables.	Globales : respect de l'homme, environnement.	Commerciaux, éthiques.
Adminis-tration	Résidus.	Traçabilité.	Contrôle des externalités.	Toxicité, emploi, économique.
Agricul-teurs	Grade, taches.	Facilité de mise en œuvre, rentabilité.	Capacité sols à produire, phytotoxicité pour cultures.	Rendement, marge.

Cette diversité d'appréciation rend difficile l'élaboration même d'un message portant sur l'amélioration de la « qualité », qui garde une connotation négative : elle s'évalue en effet en termes de survie de l'activité (la qualité devient une condition nécessaire à la vente) et de contraintes à la production (le raisonnement des opérations culturales), plutôt que d'augmentation du revenu.

Les choix techniques permettant de s'inscrire dans une perspective de durabilité sont encore peu nombreux. Des techniques de jachère et de rotations sont testées (Chabrier *et al.,* 2000), des procédés de lutte biologique sont évalués ; la meilleure connaissance de la mobilisation des substances solubles (pesticides, engrais) dans l'environnement doit permettre de raisonner les pratiques (Cabidoche *et al.,* 2002 – Cattan *et al.,* 2001).

Cependant, les conditions d'adoption de ces innovations par les agriculteurs restent à déterminer. L'exemple des rotations et de la jachère représente un cas d'école. Dans un premier temps, la recherche a validé une technique d'assainissement du sol en conservant en place une couverture morte durant un an sur les parcelles (CIRAD FLHOR, 2001) et a identifié diverses plantes dont le statut non-hôte de l'un des parasites de la banane (Quénéhervé *et al.,* 2000) était intéressant pour une introduction dans une rotation. Une enquête de terrain (Berger, 2002) chez 42 exploitants a montré que :
– près de 70 % des exploitations mettent en culture d'autres plantes que la banane ;
– les cultures de diversification sont conduites pour des motifs essentiellement économiques, mais ne font que « cohabiter » avec les autres cultures de l'exploitation ;
– la surface réservée aux cultures de diversification dépasse rarement 2 ha, indépendamment de la SAU ;
– les rotations (jachère ou autres cultures) sont encore peu présentes chez les exploitants (17 %) et leur mise en place résulte d'un choix agronomique (assainissement parcelle) témoignant ainsi de leur connaissance des effets des rotations culturales ;
– ces rotations s'instaurent au seuil de 5 ha, dont 50 % mécanisable ; en cas de terrain non mécanisable, c'est à partir de 10 ha de SAU que la seule jachère est envisagée ;
– la main-d'œuvre permanente de l'exploitation est déterminante dans le choix des surfaces allouées à la jachère ou aux cultures moins exigeantes en main-d'œuvre que la banane (Poser-Monsaingeon, 2002).

L'interruption de la monoculture bananière dépasse ainsi le système de culture, premier niveau de recherche. Les facteurs en jeu portent sur la formation et l'information des agriculteurs (connaissance de l'effet des rotations), les caractéristiques du milieu physique (mécanisation, choix des cultures), la

structure des exploitations (surface, main-d'œuvre), et les contraintes économiques (volume d'écoulement de la production autorisé par la filière). On fait l'hypothèse que la prise en compte de ces éléments est essentielle pour adapter les objets de recherche et ses messages à la diversité des situations. Il ne peut s'agir de proposer un panier de mesures techniques dans lequel l'agriculteur piocherait les mieux adaptées à sa situation. Le risque pour la recherche est de répondre aux besoins d'une seule catégorie d'exploitations, et pour l'agriculteur de choisir des mesures inadaptées aux enjeux, notamment ceux, moins perceptibles, dépassant le cadre de son exploitation (territoire, long terme). Cette constatation est à l'origine de ce projet de recherche.

Place et rôles de la banane hétérogènes

La composante agricole ne suffit pas à elle seule à rendre compte de façon satisfaisante de la formation du revenu des unités économiques familiales dans le croissant bananier, ni de la mise en œuvre des stratégies. Le système d'activité, ensemble des activités mises en œuvre par la famille afin de satisfaire ses objectifs socio-économiques, représente un niveau pertinent de compréhension et d'action. Trois composantes sont ici structurantes : banane d'exportation, autres activités agricoles et d'élevage, et activités hors agriculture. Le poids relatif et les interactions entre ces trois pôles expliquent l'organisation actuelle des unités, leurs stratégies, leurs résultats et éclairent leurs perspectives d'adaptation. Cinq types ont été caractérisés, dont un (compagnie bananière) n'a pas été analysé au cours de cette première phase (figure 2).

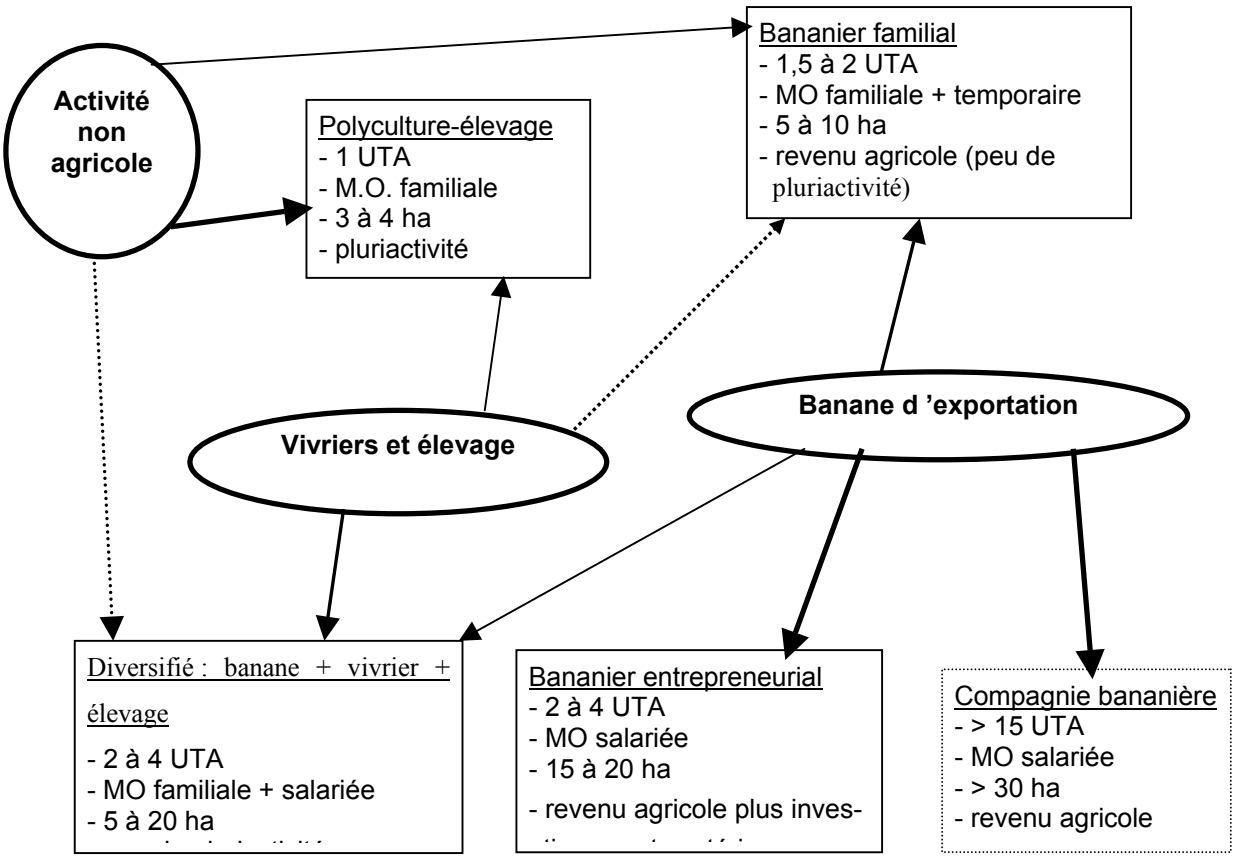

Figure 2. Des systèmes d'activité contrastés au sein d'un même bassin versant.

Des enjeux et des propositions à adapter selon les types, au service d'un même projet territorial

La variété des systèmes d'activité atteste de besoins différents, de voies d'évolution distinctes, et donc de contributions différentes à un même projet territorial. L'identification des façons dont les différents types d'unités familiales de la zone bananière ont réagi face aux changements de leur environnement socio-économique (figure 3), ainsi que le recensement des enjeux par type en termes de durabilité (tableau IV) permet de situer différentes pistes d'évolution.

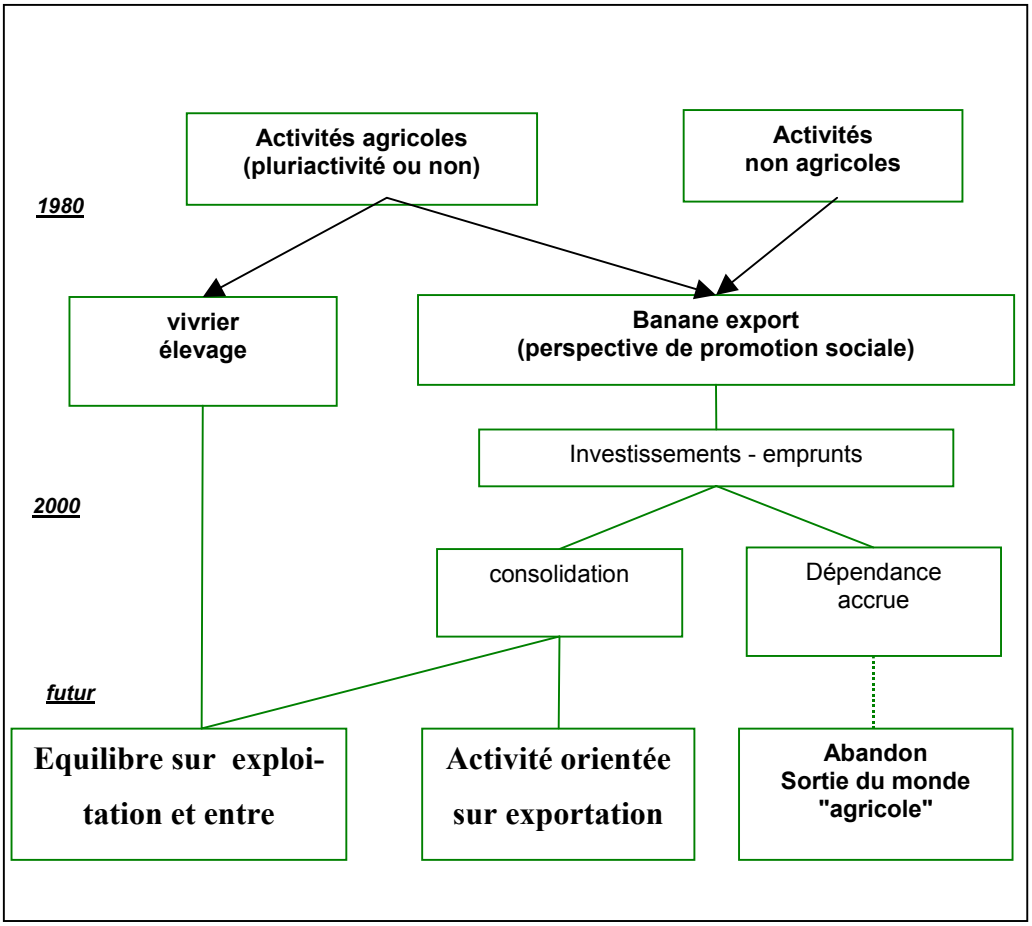

Figure 3. **Dynamiques générales d'évolution des systèmes d'activité le bassin versant**

- Le type *polyculture-élevage*, dont la transmission s'est faite sur une longue période, est a priori plus respectueux de l'environnement (peu d'intrants, agro-diversité), moins sensible aux aléas contextuels, plus autonome. Il n'assure ici qu'un complément de revenu, mais concourt à la viabilité de l'unité familiale et à la durabilité de l'ensemble territorial. La reconnaissance de ce type d'agriculture et sa protection vis-à-vis des cultures intensives en bordure en représentent les enjeux.

- Le type *diversifié* est, lui aussi, peu sensible aux aléas et autonome. Sa capacité structurelle à s'orienter vers d'autres spéculations que la banane constitue un atout. La demande en main d'œuvre est forte. L'itinéraire technique de la banane et la gestion des effluents d'élevage affectent l'environnement. Les enjeux portent sur l'intégration des systèmes de culture en vue de diminuer ces atteintes (rotations, transferts de fertilité). Les

aides aux productions non bananières et à leur commercialisation constituent la seconde priorité, avec l'appui au recrutement de main-d'œuvre temporaire.

Tableau IV. Quelques composantes de durabilité et perspectives pour les 4 types de systèmes d'activités.

Types	Transmis-sibilité	Gestion de l'environ-nement	Sensibilité aux aléas	Autonomie	Perspectives
Polyculture-élevage	+++	+++	---	+++	=Reconnaissance sociale =Protection vis à vis des cultures intensives voisines
Diversifié	--	---	--	++	=Rotations culturales (environnement) =Aide financière =Développement des filières « autres produits »
Bananier familial	---	--	+++	---	=Désengagement ? =Aide financière =Amélioration et régularité de la qualité du fruit =Diversification des sources de revenu
Bananier entrepre-neurial	++	---	+	++	=Atteintes à l'environnement =Labellisation (revenu)

- Le type *bananier familial* est quant à lui le plus sensible. Les unités sont fortement endettées, sensibles aux aléas, non autonomes. Elles n'ont que peu accès aux réseaux d'information et de distribution. Elles ont développé deux stratégies distinctes, en rapport avec l'origine agricole ou non des exploitants : désengagement (réduction des intrants, de la main d'œuvre, des surfaces cultivées, recherche de sources alternatives de revenu) ; ou intensification (investissements) et/ou agrandissement (location de surface). Cette dernière attitude est souvent une fuite en avant qui fragilise l'exploitation en renforçant sa dépendance par l'endettement. Ces deux options réduisent la transmissibilité de ce type d'exploitation et augmentent le risque de faillite suivie d'une sortie du monde agricole. Particulièrement sensibles à la pression des prix du fruit, ces exploitations nécessitent une aide à la restructuration. La satisfaction des normes de qualité standard est une nécessité pour ne pas être exclu du marché. La diversification des revenus (agricoles ou non) peut être un moyen de réduire la dépendance vis-à-vis de ce dernier.

- Le type *banane entrepreneuriale* enfin se caractérise par une bonne transmissibilité, une sensibilité moyenne aux aléas, et une relativement bonne autonomie. Sa gestion des ressources naturelles est peu reproductible en raison de l'intensification de la culture bananière. L'exclusivité de la banane fait porter les enjeux sur la mise en rotation des surfaces mécanisables (canne à sucre), la stabilisation du revenu agricole, la limitation des atteintes à l'environnement. Un effort particulier sur la qualification-labellisation plutôt que sur la simple satisfaction d'une qualité standard de fruit doit lui permettre de pérenniser un accès privilégié au marché et de renforcer sa viabilité.

Conclusion

Le développement durable dépend d'abord de la capacité des acteurs concernés à assumer leur destin : la construction de ce capital culturel, qui va au-delà de l'élaboration de propositions pour transformer la réalité (répondre aux problèmes), donne les moyens d'une meilleure anticipation consciente de l'avenir. Si l'on considère que la science agronomique contribue comme toute science

« à développer sens critique et jugement, grâce auxquels les individus se constituent leurs propres repères de vie, de pensée, d'action et d'adaptation à un environnement de moins en moins stable et saisissable » (Comets, 1997), elle a toute légitimité, dans le cas des zones bananières de Guadeloupe, à appuyer les initiatives locales de génération et de diffusion d'alternatives techniques et organisationnelles autorisant la durabilité du couple famille-exploitation agricole, dans ses composantes économiques, sociales et environnementales.

Ce diagnostic contribue au "regard nouveau" sur l'agriculture bananière auquel appelle la LOA, en proposant une première représentation de la diversité des systèmes de production et de leur insertion territoriale en zone bananière. Diagnostic stratégique, il établit aussi que la confrontation de ces éléments et de l'image qu'en ont les différents acteurs permet de mieux s'interroger sur le contenu des métiers d'agriculteur des zones bananières. Il montre que les subventions de l'Etat en vue d'appuyer le développement durable ne peuvent pas s'appliquer de façon uniforme aux différents systèmes d'activité. L'organisation « performante » de la filière n'est pas suffisante, elle doit s'accompagner d'une réflexion sur le développement territorial.

Ce travail permet enfin de rétablir la recherche agronomique dans sa fonction originelle d'aide à la décision des acteurs du développement local (Dulcire, 1997) : une recherche agronomique qui, en confondant par le passé changement et aptitude au changement, s'est souvent contentée de produire et de diffuser des messages techniques, certes de qualité, mais universels, sur la culture de la banane.

Bibliographie

AMIN S., 1973. Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique. Editions de Minuit, Paris, 384 p.

AMORAVAIN V., CATTAN P., DULCIRE M., JULIEN D., 2000. Contribution à la durabilité des systèmes agricoles des territoires bananiers. Guadeloupe, 38 p.

AMORAVAIN V., 2000. Analyse du système agraire sur un bassin versant bananier en Guadeloupe. Mémoire CNEARC, CIRAD-TERA, Montpellier, 88 p.

BERGER A., 2002. Gestion de l'assolement dans les petites exploitations bananières de Guadeloupe : quelles alternatives à la monoculture bananière ? Mémoire de DAA-ENSAM, 57 p.

BOURDIEU P., 2001. Pour un savoir engagé. *In* Contrefeux 2, Raisons d'agir Ed., Paris, France, p. 33-41.

CABIDOCHE Y.M., CATTAN P., DOREL M., PAILLAT J-M., 2002. Intensification agricole et risque de pollution azotée des ressources en eau dans les départements français d'outre-mer insulaires : surveiller en priorité les pratiques agricoles dans les périmètres irrigués. In S. Marlet, P. Ruelle éds, Programme commun systèmes irrigués. Actes du séminaire, Cirad, Montpellier, sous presse.

CATTAN P., BUSSIERE F., CABIDOCHE Y.M., DULCIRE M., VOLTZ M., 2001. Gestion des transferts à l'échelle du bassin versant. Rapport intermédiaire, projet CIRAD/INRA, Guadeloupe, 12 p.

CHABRIER C, De BOCK S, QUÉNÉHERVÉ P, 2000. Eradication of Radopholus similis in banana plantation using improved fallowing practices. 32 annual meeting of the ONTA, Auburn, EUA, 7 p.

CIRAD-FLHOR, 2001. Restauration de la fertilité des sols en bananeraie : la pratique d'une jachère raisonnée. Fiche technique N°1, Guadeloupe, 6 p.

COMETS (Comité d'éthique pour les sciences), 1997. La diffusion des savoirs. Cahiers du COMETS n°1, CNRS, Paris, France, p. 17-22.

CNASEA, 1997. Les producteurs de bananes en difficulté (Guadeloupe). Rapport de la mission Banadif, CNASEA-MAP, 28 p.

DAF, 2000. La mise en place des CTE en Guadeloupe : approche institutionnelle locale, état des lieux, perspectives. In Bonnal P., Dulcire M. (coord.). Actes du colloque Guadeloupe, CIRAD-TERA, à paraître.

DULCIRE M., 1997. A partnership to achieve an impact: what kind of agronomic research can contribute to the evolution of agricultural practices? Worshop "Linking Participatory Methodologies with People's realities", Brighton, GB, 1997.

DULCIRE M., 1996. Le jeu de l'implication et le feu de l'engagement : chroniques nicaraguayennes. Economie Rurale 236 : 62-69.

DULCIRE M. CATTAN P., 2002. Monoculture d'exportation et développement agricole durable : cas de la banane en Guadeloupe. Agricultures, 11 : 313-21.

FANON F., 1961. Les damnés de la terre. Paris, France, Maspéro, 143 p.

GRUGEAUX-ETNA M.-F., 2000. Pollution de l'eau : 4 années de silence. Sept-Magazine 1089, p. 11-13.

JULIEN D., 2000. Diagnostic du Bassin Versant du Pérou. Mémoire ENSAT/CIRAD-TERA, 51 p.

MALLESSARD R., 1998. Pré-diagnostic de la filière banane de Guadeloupe. Rapport de mission, CIRAD-FLHOR, Montpellier, 71 p.

POSER C., MONSAINGEON T., 2002. Rotation banane-canne-banane : un système de production prometteur sur la région de Capesterre, Guadeloupe, CIRAD-CA, 44 p.

PREMSING C., 2000. Quel avenir pour les agriculteurs du bassin versant de l'îlet Pérou ? Mémoire LEGTA/CIRAD-TERA, 17 p.

QUÉNÉHERVÉ P., CHABRIER C., AUWERKERKEN A., MARIE-LUCE S., 2000. Weeds as potential reservoir of Radopholus similis in banana fields in Martinique. 32 annual meeting of the ONTA, Auburn, EUA, 5 p.

ROUGET P., 2001. Les travailleurs de la banane au régime sec. Volcans 44, p. 27-29.

VERSPIEREN M-R., 1990. Recherche-Action de type stratégique et science(s) de l'éducation. Coédition Contradictions, L'Harmattan, Bruxelles-Paris, 396 p.